

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Cedex 2

Orléans, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PAPER COULLONS

Usine de la Fosse
Route de la barbe grise
45720 Coullons

Références : 198/2024
Code AIOT : 0010000968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2024 dans l'établissement DS SMITH PAPER COULLONS implanté Usine de la Fosse 45720 Coullons. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PAPER COULLONS
- Usine de la Fosse 45720 Coullons
- Code AIOT : 0010000968
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement DS Smith de Coullons est spécialisé dans la fabrication de papier et de carton recyclé. Le site relève de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Sécheresse
- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 1.3 et 7.6.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
2	Modifications sur site	Code de l'environnement du 12/04/2024, article R181-46-II	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Ouvrage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
5	GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mise à jour du plan d'Épandage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2. et 8.1.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 1.3 et 7.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation</u> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.</p> <p><u>Article 7.6.3 Ressources en eau et mousse</u> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] · trois hydrants dont deux sont alimentés par le réseau d'eau de ville et un par l'eau de lagune, [...] · d'un système de détection automatique d'incendie (locaux électriques, stockage de papier) ; [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : les diverses modifications survenues sur site depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21/11/2017 régissant les activités de l'établissement DS Smith (absence d'un troisième poteau incendie, absence de détection automatique incendie, volumes de stockage non concordants avec le tonnage indiqué au sein de l'arrêté préfectoral, suppression de la seconde machine MC2,...)</p> <p>L'établissement n'est pas exploité conformément à l'arrêté du 21/11/2017, arrêtés complémentaires et réglementations en vigueur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à Mme la Préfète un porter à connaissance consolidé présentant les diverses</p>

modifications survenues sur site depuis 2017, assortis de l'avis du Groupement de prévention du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Modifications sur site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2024, article R181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modifications sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : les diverses modifications survenues sur site depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21/11/2017 régissant les activités de l'établissement DS Smith (absence d'un troisième poteau incendie, absence de détection automatique incendie, volumes de stockage non concordants avec le tonnage indiqué au sein de l'arrêté préfectoral, suppression de la seconde machine MC2,...)</p> <p>Vu : le courrier préfectoral en date du 23 juillet 2019 qui stipule au deuxième alinéa que "Après examen de l'Inspection des installations classées, je vous engage à regrouper vos demandes de modifications de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 applicable à vos installations dans un dossier spécifique autoportant reprenant les éléments des courriers susvisés assortis de l'avis du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie."</p> <p>Vu : la relance de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2021, sans retour sur le sujet.</p> <p>L'exploitant n'a pas informé Mme la Préfète du Loiret des modifications survenues sur le site depuis 2017 (hormis zone "Langston").</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à Mme la Préfète un rapport à connaissance consolidé présentant les diverses modifications survenues sur site depuis 2017, assortis de l'avis du Groupement de prévention du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.1.				
Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites 				
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p>				
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau (Lambert93)	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal journalier (m3)
Eau de surface (rivière Aquiaulne)	X= 663 498 Y= 6 724 088,7	ROE76229	180000	495
Réseau public AEP			130000	360
<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.</p>				

Constats :

Vu : l'étude sur l'optimisation de la consommation en eau du site, éditée en 2022, qui préconisait la mise en place d'actions, jugées par l'exploitant économiquement non compatibles avec les ressources de l'établissement.

Vu : les différentes actions mises en place par l'exploitant afin de conduire une réduction de la consommation d'eau de son site à savoir :

- l'analyse de l'efficacité et le changement le cas échéant, de la totalité des buses d'injection de la machine MC1 ;
- la surveillance quotidienne de l'efficacité des buses et du remplacement le cas échéant ;
- la vérification complète des buses lors des arrêts techniques (arrêts courts toutes les 3 semaines et arrêts longs d'août et de décembre).
- la remise en service des cuves tampon pour l'alimentation des pulpeurs et réutilisation de l'eau "propre" de l'usine (recyclage) ;
- la mise en place de débitmètres sur les plus gros points de consommation afin de suivre la consommation et engager les changements/réparations d'équipements le cas échéant (presses étoupes) ;
- le rappel des règles de bonne pratique, et la mise en place d'un management de l'eau auprès des équipes.

L'établissement a engagé un travail important de réduction de ses prélèvements depuis plusieurs années. Depuis 2020 on observe une baisse des prélèvements en eau de surface (51 133 m3 prélevés en rivière en 2022 pour 31 742 m3 prélevés en 2023) et de la somme des prélèvements totaux du site de l'ordre de 35 %.

Malgré un dépassement en 2022, il n'a pas été constaté en 2023 de dépassement des volumes de prélèvements autorisés dans l'une ou l'autre des ressources (réseau AEP et eau de surface).

A ce titre le constat [C1] tel que précédemment formulé dans l'inspection du 10/11/2022 est levé.

Absence d'écart constaté.

L'exploitant devra veiller à ce que la nouvelle répartition des prélèvements (voir point de contrôle "ouvrage de prélèvement") ne soit pas de nature à engendrer un nouveau dépassement des prélèvements autorisés. Par ailleurs, il devra transmettre sa demande de modifications de prélèvements à Mme la Préfète du Loiret avant toute mise en œuvre.

Pour rappel, constats établis lors de l'inspection du 10/11/2022 :

Vu : Déclaration des prélèvements annuels de l'établissement en 2021 :

- Au sein de la rivière de l'Aquiaulne : 94 931 m3
- Au sein du réseau AEP : 154 470 m3

Étudier l'impact d'une nouvelle répartition des prélèvements.

[C1] L'exploitant a dépassé le volume maximum des prélèvements autorisés dans le réseau public AEP en 2021.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ouvrage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau

Prescription contrôlée :

L'ouvrage de prélèvement, constitué d'un barrage muni de 2 vannes manuelles est situé dans l'Aquiaulne, rivière de classe 1. Il doit être compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Il doit permettre la continuité écologique du cours d'eau par un arasement partiel de l'ouvrage.

Pendant une phase test d'un an à compter de la notification du présent arrêté, des essais de vannage seront effectués comme suit :

- a minima une vanne est maintenue ouverte de novembre à mars,
- en cas d'impossibilité d'alimentation de l'installation vannes ouvertes, les périodes de fermeture des vannes devront être consignées dans un registre spécifique en informant au préalable les services concernés.

A l'issue de cette période, un bilan sera effectué par l'exploitant et présenté aux services concernés afin de statuer **sur la pérennisation de ce fonctionnement.**

Constats :

Pour rappel, l'historique sur le sujet des prélèvements des eaux dans l'Aquiaulne :

Les conclusions de l'exploitant, suite à la phase de tests de 2019-2020, présentées en réunion le 9 novembre 2020, sont les suivantes :

- "- La volonté de curage a été abandonnée car l'ouverture permet de faire partir les sédiments ;*
- Suivant les préconisations de [la police de l'eau] : ouverture progressive et partielle d'une vanne afin de ne pas faire un grand effet « chasse » et abîmer les berges.*
- Grâce à l'ouverture partielle, [l'exploitant peut ouvrir] plus longtemps sans impacter l'approvisionnement en eau [du site]"*

L'inspection et la police de l'eau ont rappelé, au sein d'un courriel du 27 novembre 2020, "je vous demande de laisser ouverte les vannes en continu, même si l'ouverture est faible, mais suffisante pour laisser passer en aval un débit minimum et pour l'alimentation en eau de votre usine, comme vous me l'avez confirmé lors de notre conversation" ;

Vu : l'étude sur l'optimisation de la consommation en eau du site, éditée en 2022, dont les conclusions et préconisations n'étaient pas économiquement compatibles avec les ressources de l'établissement, aux dires de l'exploitant ;

Vu : les modifications mises en place sur site qui ont permis une économie record des prélèvements en eau pour le site de plus de 30% (voir point "prélèvements eau") ;

Vu : l'étude sur l'optimisation du fonctionnement du système de lagunage, commanditée en 2024, qui viendra, entre autre, parfaire la connaissance de l'exploitant sur la consommation en eau du site ;

Vu : la fermeture complète des vannes au jour de la visite d'inspection et l'ouverture partielle de celles-ci à la demande de l'inspection afin d'assurer la continuité écologique du cours d'eau.

Au jour de l'inspection, il est constaté que les vannes du barrage sont complètement fermées, ce qui n'est pas compatible avec les dispositions du SDAGE et du SAGE, et ne permet pas d'assurer la continuité écologique du cours d'eau.

L'exploitant s'est engagé à laisser dorénavant les vannes ouvertes en permanence et à transmettre un nouveau bilan à l'inspection des installations classées et aux services concernés, afin de statuer définitivement sur la pérennisation du fonctionnement des vannes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Transmettre un nouveau bilan suite aux dernières connaissances acquises sur le sujet "vannage" et proposer une procédure de fonctionnement des vannes et des prélèvements dans la rivière. Proposer une solution pérenne des prélèvements en rivière. Transmettre à Mme la Préfète du Loiret avant toute mise en œuvre, une demande de modification de la répartition des prélèvements d'eau (voir le point 2 "prélèvements d'eau) via le dépôt d'un porter à connaissance, afin d'argumenter la nouvelle répartition des volumes de prélèvements (y joindre l'autorisation du gestionnaire à augmenter les prélèvements au sein du réseau de distribution, et les dispositions relatives au vannage)</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3
Thème(s) : Autre, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : l'étude sur l'optimisation de la consommation en eau du site, transmise à l'inspection en décembre 2022 ; Vu : le lancement d'une nouvelle étude sur l'optimisation du fonctionnement du système de lagunage et la recherche des causes de la formation de mousse en surface des lagunes (commande passée en mars 2024).</p> <p>Dans l'attente de la transmission des conclusions de l'étude en cours et les préconisations du bureau d'études sur le sujet, le constat des précédentes inspections est maintenu à savoir :</p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce</p>

phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.

Pour rappel, constats établis lors de l'inspection du 10/11/2022 et lors de l'inspection du 10/08/2021 (pollution du milieu naturel)

Vu : la présence importante de mousse en surface de la lagune 20 000 m³

Vu : Les dépassements constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre 2022, et sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin 2022.

Une analyse du système de traitement doit être transmise afin de vérifier le dimensionnement et l'efficacité de celui-ci (s'assurer que le traitement par lagunage est adapté à la filière, valider l'efficacité de la biomasse en place notamment, exclure le risque de sur-oxygénation ou sous-oxygénation des bassins, présenter le système de gestion de l'oxygénation,...).

[C6] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport d'optimisation du fonctionnement du système de lagunage.

Transmettre un échéancier de mise en œuvre des actions préconisées par le bureau d'études dans le cadre de l'étude d'optimisation du fonctionnement de la lagune.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.

Thème(s) : Autre, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : · l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, · les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) · les secteurs collectés et les réseaux associés · les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) · les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Vu: la transmission de l'étude relative à la prestation de vérification des réseaux ;

Le rapport mentionne un certain nombre de défauts notables suivant les tronçons analysés: (effondrement partiel, décentrage radial, fissures,...).

Les différents tronçons non identifiés sont des réseaux non utilisés par l'exploitant qui drainent les eaux d'infiltration sous l'usine et les rejettent dans le milieu naturel. La connaissance des réseaux reste partielle du fait de l'absence de l'impossibilité de visiter l'ensemble de ceux-ci. Le plan final n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Dans l'attente de la transmission du plan des réseaux mis à jour et conforme à l'arrêté préfectoral susvisé et des justificatifs d'absence de risques de contamination du milieu naturel via les anciens réseaux souterrains de l'usine lors d'un incendie par exemple, le constat [C2] précédent est maintenu et complété comme tel : **Le plan des réseaux n'est pas à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance de ses réseaux et rejets**

Pour rappel, constats établis lors de l'inspection du 10/11/2022 :

Vu :

- Plan des réseaux, version août 2022 ;

- Emplacement des points de rejet et de prélèvement, sur site.

L'exploitant informe être en attente d'une date pour une inspection des réseaux afin d'identifier la provenance de l'ensemble des écoulements constatés sur site. L'échéancier sur cette action doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Le plan des réseaux est à compléter (précision de l'emplacement des points de rejet, légende du disconnecteur, caractérisation de l'ensemble des points de rejets).

[C2] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance des ses réseaux / rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le plan des réseaux à jour ;
- Transmettre un plan complet et lisible d'identification des tronçons visités et non visités ;
- Justifier de l'absence de risque de pollution du milieu naturel par interconnexion entre réseaux, via les anciens réseaux de l'usine identifiés dans l'étude.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1

Thème(s) : Autre, Rejets dans le milieu naturel

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant épandage des eaux résiduaires et après leur épuration (coagulation floculation), les valeurs limites en concentration ci- dessous définies. Référence du rejet vers le milieu naturel : N °11 (Cf. repérage du rejet sous l'4.3.5)

Débit de référence	Moyen annuel : 6 m3/t produite
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	2400
DBO5	1000
Azote global NTK	80
Phosphore total	10
Potassium	40
Sulfates	150
indice phénol	0.3
hydrocarbures totaux	10
Composés organiques halogénés (en AOX)	1

Constats :

Vu : Résultats des analyse des eaux de rejets de mars 2023 à mars 2024 au point de rejet n°11 (déclarations GIDAF).

Pour l'année 2023, les résultats de l'autosurveillance ont révélé pour le point de rejet n°11:

- Des dépassements sur le paramètre DCO en avril (1 dépassement), mai (7 dépassements), juin (11 dépassements), juillet (24 dépassements), septembre (4 dépassements), octobre (7 dépassements), novembre (2 dépassements) (avec maximum mesuré à 4190 mg/l). A noter qu'il a également été observé eu un dépassement pour le paramètre DCO en décembre mais qu'il n'y a pas eu d'épandage ;
- Des dépassements sur le paramètre DBO5 en avril, mai, juin , juillet et août sur chaque prélèvements effectués (1 par mois). A noter qu'il a également été observé un dépassements pour le paramètre DBO5 en décembre mais qu'il n'y a pas eu d'épandage ;

Vu : la commande d'une étude pour l'optimisation du système de lagunage (duquel sont prélevés les eaux destinées à l'épandage). A noter, seule une commande sur les deux premières prestations (études) ont été commanditées (absence de commande sur la mise en œuvre des actions). L'exploitant indique qu'il souhaite attendre les préconisations du bureau d'études à l'issue de la phase 2. L'exploitant envisage, si les actions lui semblent acceptables, une mise en œuvre pour 2025.

La transmission de la première étude est prévue pour fin juin.

Dans l'attente de la transmission des études et de la mise en place d'actions, le constat suivant est maintenu : **Les valeurs limites d'émission en concentration pour les paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées au point de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel").**

Il est rappelé que l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dépassements. Il doit rechercher les causes des dépassements et proposer un plan d'actions adapté.

Pour rappel, constats établis lors de l'inspection du 10/11/2022 :

Vu : Analyse des eaux de rejets de mars à septembre 2022 du point de rejet n°11 (déclaration GIDAF)

Des dépassements sont constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre (maximum mesuré à 3700 mg/l).

Des dépassements sont constatés sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin (maximum mesuré à 1700 mg/l)..

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dépassements. Il doit rechercher les causes des dépassements et proposer un plan d'actions adapté.

[C3] Les valeurs limites des paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées pour le point de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel").

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un échéancier pour :

- la transmission des études ;
- la mise en place d'actions adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Mise à jour du plan d'Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 8.1.2. et 8.1.2.1
Thème(s) : Autre, Mise à jour du plan d'épandage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.1.2</p> <p>L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage de ses effluents et boues du bassin de sédimentation et de la lagune aérée sur les parcelles référencées ci-dessous, soit une superficie épandable de 330,5 ha pour une superficie totale de 370 ha. Les parcelles grisées dans le tableau ci-dessous correspondent à celles recevant les boues des bassins. L'extension du périmètre d'épandage ne sera réputée accordée qu'après que l'exploitant ait implanté le réseau piézométrique complémentaire et réalisé les analyses déterminant l'état initial des sols et des eaux souterraines concernés par cette extension (cf 9.2.3.3).</p> <p>[...] <i>tableau des parcelles</i></p> <p>Le volume maximal annuel d'effluents autorisés à l'épandage est 227 000 m³ pour 7,72 tonnes d'azote. Le volume maximal annuel de boues du bassin de sédimentation est de 150 m³ et celui de la lagune aérée de 1 500 m³. La siccité de ces boues est de 8 %, soit 132 tonnes de MS pour 2 tonnes d'azote. Toute modification du plan d'épandage est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.</p> <p>Article 8.1.2.1. Règles générales</p> <p>L'épandage des effluents sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par l'article 12.3 de l'arrêté du 3 avril 2000 pour l'industrie papetière et par l'arrêté relatif au programme d'actions à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. En particulier, l'épandage ne peut être réalisé que si des contrats ont été établis entre les parties suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Producteur d'effluents et prestataire réalisant l'opération d'épandage, - Producteur d'effluents et agriculteurs exploitant les terrains. <p>Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : l'étude hydrogéologique mise à jour à laquelle il manquait l'annexe de correspondance des parcelles (transmise a posteriori de l'inspection) ;</p> <p>Vu : la diminution de la consommation d'eau impliquant une diminution des effluents à épandre ;</p> <p>Vu : l'épandage des effluents de la cartonnerie sur un parcellaire réduit vis-a-vis de l'autorisation</p>

accordée en 2017 (près de 25% de parcelles en moins) et le changement des propriétaires ;
Vu : les demandes répétées de l'inspection des installations classées de mise à jour complète du plan épandage ;
Vu : la transmission du bon de commande pour la mise à jour du plan épandage en date de mai 2024.

Dans l'attente de la mise à jour et la transmission du nouveau plan d'épandage, le constat précédent est maintenu :
Le plan d'épandage n'est pas à jour.

Pour rappel, constats établis lors de l'inspection du 10/11/2022 :

Vu : Bilan épandage 2021 ;

Vu : Étude hydrogéologique et implantation piézométrique Réf 21-010/45, version 2 du 24 septembre 2021.

Bien que ce ne fut pas le cas en 2020, les doses ont bien été respectées en 2021, et un équilibre en terme d'épandage a été retrouvé entre les différentes parcelles. Cela étant, l'exploitant souhaite modifier son plan d'épandage (les parcelles indiquées dans l'Arrêté préfectoral du 21/11/2017 n'étant plus exploitables du fait de l'abandon d'un agriculteur du programme d'épandage et de l'absence d'épandage sur les parcelles au Nord-Est).

L'exploitant doit :

- Mettre à jour l'étude hydrogéologique (justifier implantation du piézomètre Pz3, ...) ;*
- Fournir un dossier de mise à jour de son plan d'épandage accompagné d'un échéancier. Pour rappel, les parcelles doivent être identifiées suivant leurs références cadastrales (au sein de la demande de modification et de l'étude hydrogéologique) ;*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre une proposition de modification du plan épandage à Mme la Préfète du Loiret. Pour rappel, les parcelles doivent être identifiées suivant leurs références cadastrales (au sein de la demande de modification) ;

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois